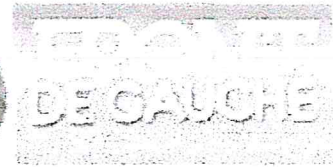


Rechercher



ADHÉRER
MAINTENANT

ÉCOUTER
LA RADIO

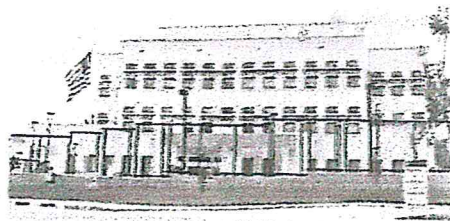


Rwanda : les faits, tous les faits, rien que les faits

www.mediapart.fr/leparti-de-gauche/actualites

Vendredi 11 Avril 2014

Le Parti de Gauche



Ambassade des USA - Kigali

Après les accusations très graves portées par le dictateur rwandais Paul Kagamé contre l'armée française, le Parti de Gauche rappelle qu'une mission d'enquête parlementaire pluraliste a déjà travaillé ce sujet.

A ce jour, les faits avérés sont les suivants : la France avait intérêt au maintien de la stabilité au Rwanda, et donc à la sauvegarde du régime hutu de Juvénal Habyarimana. Au contraire, les Etats-Unis d'Amérique, et leur allié ougandais, soutenaient le FPR de Paul Kagamé, constitué d'exilés tutsis qui voulaient prendre le pouvoir par la force au Rwanda. En effet, le FPR soutenu uniquement par une minorité de la minorité tutsie ne pouvait l'emporter pacifiquement.

En 1990, le FPR, appuyé par l'Ouganda, dont Paul Kagamé était le chef des services secrets, et les Etats-Unis, avait envahi une première fois le Rwanda. La France avait alors sauvé le régime hutu et fait pression sur lui pour qu'il signe les accords d'Arusha permettant l'intégration du FPR dans le jeu politique et une démocratisation du pays, bienvenue également pour tous les autres partis. Mais cette démocratisation, ni les extrémistes tutsis du FPR, ni les extrémistes hutus (qui avaient infiltré le régime sans toutefois se confondre avec lui) n'en voulaient. Et le 6 Avril 1994, le président rwandais Juvénal Habyarimana périssait dans un attentat contre son avion (dans lequel se trouvait également le président hutu du Burundi, Cyprien Ntaryamira). L'identité de ceux qui ont assassiné Juvénal Habyarimana reste sujète à débat, mais n'exclut pas la responsabilité possible des tenants de l'actuel pouvoir. Quoiqu'il en soit, ces criminels ont en même temps assassiné les accords d'Arusha et plongé le Rwanda dans le chaos et l'horreur du génocide des Tutsis commis par les milices Interahamwe (extrémistes hutus). Ce génocide fut suivi par des massacres de grande ampleur commis cette fois par les extrémistes tutsis du FPR contre des populations hutues accusées d'avoir participé à ce génocide.

Le régime dictatorial de Paul Kagamé, principal bénéficiaire de cette tragédie, est évidemment le plus mal placé pour donner des leçons à la France. S'il est si sûr de son fait et du soutien de la population rwandaise, pourquoi enferme-t-il ou assassine-t-il tous ses opposants, et surtout pourquoi n'a-t-il pas organisé une seule élection libre en 20 ans?

Ensuite, si une puissance étrangère doit être désignée responsable, alors le premier suspect est bien les Etats-Unis d'Amérique, qui ont soutenu jusqu'au bout le FPR et sa politique de prise de pouvoir par la force, et qui ont refusé d'envoyer une force d'interposition pendant le génocide. Pourquoi les médias atlantistes qui affirment aujourd'hui se soucier du sort des rwandais omettent-ils systématiquement de poser cette question ?

Après les Etats-Unis, la France peut également être légitimement suspectée de porter une part de responsabilité. Celle-ci est alors entièrement politique. Tant qu'à assurer un quasi protectorat de fait, pourquoi n'avoir pas anticipé la préparation du génocide et stoppé la propagande génocidaire d'organe tels que radio mille collines ? En toute hypothèse ces accusations doivent faire l'objet d'une réplique argumentée, aucune enquête ne doit être crainte ni refusée dès lors qu'il s'agit bien d'établir la vérité et non de servir de prétexte à un dictateur pro américain pour se défaire de ses responsabilités dans les événements qui ont permis le génocide, ni de lui permettre d'allumer de façon injurieuse des réflexes nationalistes contre la seule armée qui a protégé des tutsis pendant le génocide, au moment où le reste du monde fermait les yeux.

Il ne faut rien refuser au devoir de vérité.